

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2122

Artikel: Quel modèle économique pour la Suisse? : Non, innovation et exportations ne sont pas les deux seules mamelles d'un développement durable dans notre pays

Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023413>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quel modèle économique pour la Suisse?

Non, innovation et exportations ne sont pas les deux seules mamelles d'un développement durable dans notre pays

Jean-Daniel Delley - 12 mai 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29319>

UBS sonne l'alarme.

L'immigration, la forte demande intérieure et les dépenses de collectivités publiques et de santé sont actuellement les moteurs de la croissance de l'économie. *«Le passage d'une croissance axée sur les exportations à une telle croissance fondée sur l'économie domestique n'est pas durable.»*

Pour la grande banque, la Suisse ne trouvera son salut que dans l'innovation. Les 20 entreprises les plus innovantes - celles qui déposent le plus de brevets - génèrent 9,6% du PIB, presque un tiers de la valeur ajoutée de toute l'industrie, et 91'000 emplois directs. A elles seules les entreprises pharmaceutiques, chimiques et biotechnologiques concentrent 47% des dépenses privées de recherche et développement. Leur productivité, contrairement à celle des secteurs de l'économie intérieure, est supérieure à la moyenne. Ce sont elles qui stimuleront la croissance, laquelle assurera notre prospérité.

Dès lors, UBS préconise de réduire la bureaucratie et les réglementations, de mener rapidement à bien la réforme de la fiscalité des entreprises et de soutenir la formation en

faveur des branches high-tech. Diagnostic et recommandations relèvent d'une conception de l'économie dont on est en droit de douter qu'elle soit durable. Viser une croissance comprise comme l'augmentation du produit intérieur brut, sans en préciser la nature, ne constitue plus un objectif désirable (DP [2113](#) et [2111](#)). L'accroissement de la richesse ne garantit en rien une amélioration des conditions de vie et de la cohésion sociale, pas plus qu'il n'assure le plein emploi.

De même à propos de l'innovation. L'invoquer sans la définir, c'est valoriser les nouveautés factices qui n'ont d'autres buts que d'accélérer l'obsolescence des produits pour stimuler une consommation sans valeur d'usage additionnelle (voir la production électronique); ou pire encore assurer le maintien d'un monopole par le biais d'un brevet dépourvu d'innovation substantielle, comme sait le faire [l'industrie pharmaceutique](#).

La création d'emplois au cours de 25 dernières années est effectivement à mettre au compte de l'économie intérieure: loisirs et culture (+15'000), social (+9'300), santé (+8'300), formation (+67'000), administrations publiques (+38'000). Des

secteurs que la majorité politique est bien décidée à mettre au régime minceur à coup de programmes d'économies. Alors que dans le même temps, toutes les autres branches de l'économie ont supprimé 40'000 postes de travail.

Les marchés d'exportation constituent sans conteste un pilier important de l'économie helvétique. Mais est-il pour autant indispensable de dégager annuellement un excédent de la balance commerciale - exportations moins importations - qui avoisine les 10% du PIB? En clair nous produisons 10% de plus que ce qui est nécessaire à notre consommation.

[Un rééquilibrage](#) en faveur de l'économie intérieure permettrait de débattre des contours d'un développement durable, de la réduction du temps de travail et des limites écologiques à la production de biens matériels. Et d'établir l'inventaire des besoins en investissement sur notre territoire, garants de notre prospérité et fournisseurs d'emplois, en particulier pour accélérer la transition énergétique que boudent la plupart des milieux économiques et la droite politique.